

Zeitschrift:	Das Rote Kreuz : officielles Organ des Schweizerischen Centralvereins vom Roten Kreuz, des Schweiz. Militärsanitätsvereins und des Samariterbundes
Herausgeber:	Schweizerischer Centralverein vom Roten Kreuz
Band:	55 (1947)
Heft:	24
Artikel:	Über die "Neutralisierung" verwundeter Feinde vor der Gründung des Roten Kreuzes
Autor:	Schnefer, Gustav
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-556700

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

En l'honneur d'Henri Dunant

Allocation présentée par le Dr G.-A. Bohny au XI^e Congrès international de médecine et pharmacie militaires.

Ainsi que le prescrivent certaines dispositions de leur règlements respectifs, le XI^e Congrès international de médecine et pharmacie militaires et le Comité international de médecine et pharmacie militaires — dont j'ai l'honneur de saluer ici, au nom de la Croix-Rouge suisse, les éminents représentants — effectuent présentement leurs travaux dans les murs de notre ville dans l'esprit de la Convention de Genève et sous le signe international de la Croix-Rouge.

Il nous a paru qu'un hommage devait être rendu à l'homme auquel l'humanité entière doit l'idée géniale de la Croix-Rouge. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes permis de vous convier à cette cérémonie commémorative en l'honneur d'Henri Dunant.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les secours apportés sur les champs de bataille aux blessés et malades des armées en campagne étaient insuffisants à tous points de vue. Ce qui faisait défaut, c'était non seulement les soins médicaux proprement dits, mais avant tout des dispositions de caractère général et obligatoire, protégeant les blessés ou malades et les membres des services de santé. Il est toutefois intéressant de relever que des accords particuliers étaient fréquemment passés à ce sujet entre belligérants, puisqu'on connaît l'existence de 291 conventions relatives au traitement des blessés, qui furent établies entre le début de XVI^e siècle et le milieu du XIX^e.

Par l'effet d'un heureux hasard, Henri Dunant, issu d'une vieille famille genevoise, se trouvait à Solferino le 24 juin 1859, au soir de la bataille qui venait d'opposer Français et Autrichiens. Ayant assisté à l'horrible spectacle de milliers d'hommes mourant faute de soins et constaté l'impuissance des services de santé des deux armées belligérantes, Henri Dunant en arriva à la conclusion que chaque pays devrait constituer une société de secours dont le but serait de faire donner des soins aux blessés en temps de guerre, par des volontaires zélés, dévoués et bien qualifiés pour une pareille œuvre.

De retour à Genève, il s'employa immédiatement à convaincre gouvernements et peuples de l'absolue nécessité d'agir en vue de remédier aux horreurs qu'il avait vécues. En 1862, il publia un livre intitulé «Un souvenir de Solferino» qui suscita partout un intérêt extraordinaire, comparable à celui qu'avait connu «La case de l'oncle Tom» écrit par Mrs H. Beecher-Stowe en faveur de l'abolition de l'esclavage des nègres.

Ce cri du cœur de Dunant, cet appel à l'esprit d'humanité fut entendu. Grâce à d'innombrables démarches qui le mirent en rapport avec la plupart des gouvernements et des souverains d'Europe, grâce aussi au concours des plus précieux que lui apportèrent quatre personnalités genevoises, le Général Henri Dufour, le juriste Gustave Moynier et les médecins Louis Appia et Théodore Maunois, avec lesquels il fonda le Comité des cinq, Henri Dunant parvint très rapidement, non seulement à intéresser le monde à ses projets, mais à faire entrer ceux-ci dans la voie des réalisations. Il avait donc demandé la création dans chaque pays d'une société de secours aux blessés et l'inviolabilité des blessés de guerre et de leurs infirmiers volontaires.

En 1863, c'est-à-dire un an après la publication du «Souvenir de Solferino», le Comité des cinq convoqua à Genève une Conférence internationale d'experts gouvernementaux chargée de discuter les propositions de Dunant. Ce congrès adopta des résolutions par lesquelles il demandait la création de sociétés nationales autonomes de secours aux blessés, proposait pour les infirmiers volontaires un emblème destiné à marquer leur inviolabilité et confiait au Comité des cinq, embryon du Comité international de la Croix-Rouge, le rôle permanent de servir d'intermédiaire entre les différentes sociétés nationales de secours.

1864 fut l'année décisive. Le Conseil fédéral suisse convoqua une Conférence diplomatique de délégués plénipotentiaires des différents gouvernements en vue de discuter un projet de convention fondé surtout sur les résolutions de l'année précédente. Dunant, qui ne joua aucun rôle officiel à cette occasion parce qu'il s'était volontairement retiré à l'arrière-plan, considérant sa tâche personnelle achevée, apprit par la voix des journaux la signature de la «Convention de Genève pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne».

Inspirée par le «Souvenir de Solferino», cette Convention améliorait d'une manière très sensible les services sanitaires en temps de guerre. Elle neutralisait les blessés, les malades et leurs infirmiers, elle adoptait comme emblème unique pour les protéger une croix rouge sur fond blanc, rendant hommage par la-même à la Suisse en intervertisant les couleurs de son drapeau national, et elle liait juridiquement les Etats signataires. Cette convention complétée et améliorée par la suite, lors des révisions de 1906 et 1929, a été la base de l'organisation humanitaire qui se répandit dès lors sur toute la terre sous le nom de Croix-Rouge.

Permettez-moi, je vous prie, de vous exposer brièvement, en ma qualité de président de la Société nationale de la Croix-Rouge de ce pays, le développement que cette idée a connu en Suisse même.

Créé initialement dans le but de seconder le Service de santé de notre Armée, la Croix-Rouge suisse continue et continuera de réservé à la préparation de formations sanitaires auxiliaires d'hommes et de femmes le soin le plus attentif et la plus grande partie de ses ressources jusqu'au jour tant attendu où l'esprit d'entraide que symbolise la Croix-Rouge aura vaincu irrémédiablement et définitivement l'esprit de guerre. Le champ d'activité de la Croix-Rouge suisse s'est toutefois considérablement développé ces dernières années et il déborde aujourd'hui largement du plan militaire sur le plan des besoins civils avec la formation des infirmières, la lutte contre les épidémies et pour la propagation de l'hygiène, les actions de secours, le secourisme, etc. Ce rayonnement est tel que la population en est venue à considérer que la Croix-Rouge peut tout et qu'on peut par conséquent tout lui demander.

Ce qui est vrai dans ce domaine pour la Croix-Rouge suisse l'est également pour les 77 Sociétés nationales de la Croix-Rouge qui travaillent dans le monde à la réalisation des buts proposés par Henri Dunant. Mais ce qui est plus important encore que les résultats pratiques atteints par ces multitudes d'efforts grands et petits, c'est l'esprit de charité qui en est à la base, c'est l'adhésion de tous à cette charte de charité qui symbolise l'emblème sacré de la Croix-Rouge.

La ville de Bâle, avec non loin de cette église, la maison où vécut le grand Erasme de Rotterdam et l'université plusieurs fois centenaire où professèrent Paracelsus et les médecins Thomas et Felix Plattner, s'honneure aujourd'hui d'accueillir votre Congrès. Notre ville, dans laquelle l'humanisme trouva, il y a plusieurs siècles, un terrain si favorable à son développement, ne peut s'empêcher d'établir un lieu étroit entre cet humanisme d'Erasme de Rotterdam et de Paracelsus et l'esprit d'humanité que personnifia Henri Dunant et que vous avez mis à la base de vos travaux.

La grande misère de ce temps ne pourra être vaincue que si les hommes veulent bien subordonner leurs actes à ce même esprit d'humanité et de charité qu'Henri Dunant mit à faire triompher ses idées. La Croix-Rouge suisse, qui connaît les efforts que vous avez déjà faits et que vous continuerez de faire dans ces sens, forme les vœux les plus sincères pour un aboutissement heureux des travaux de votre XI^e Congrès international.

Elle souhaite aussi que l'esprit Croix-Rouge, c'est-à-dire cet esprit de charité qui ne connaît ni races, ni nationalités, ni confessions, ni doctrines politiques, s'épanouisse toujours de plus en plus dans le monde et apporte à l'humanité souffrante cette atténuation à ses misères que voulut lui donner Henri Dunant.

Ueber die „Neutralisierung“ verwundeter Feinde vor der Gründung des Roten Kreuzes

Von Dr. Gustav Schaefer

In der Antike war es Brauch, dass verwundete in die Hände der Sieger gefallene Krieger getötet wurden. Wenn man sie gelegentlich nicht nur am Leben liess, sondern sogar gesund pflegte, so geschah es nur, um sie als Zeugen des Sieges im Triumphzug zur Schau zu stellen oder um sie als Sklaven verwenden zu können.

Angaben aus älterer Zeit über eine humanere Behandlung verwundeter Feinde liegen, abgesehen von Einzelfällen, über die bei Griechen und Römern berichtet wird, nur aus dem Orient vor. So soll der Perserkönig Kyros (559—529 v. Chr.), der in seinem Heere eine Reihe sehr geschickter Aerzte beschäftigte, von ihnen verlangt haben, dass sie die verwundet in Gefangenschaft geratenen Chaldäer mit der gleichen Sorgfalt behandelten wie die eigenen Verwundeten. Das in den ersten vor- und nachchristlichen Jahrhunderten niedergelegte Manu-Gesetz der Inder enthielt das Verbot, waffenlose, schlafende oder verwundete Feinde zu töten; ferner verbot es auch den Gebrauch vergifteter oder mit Widerhaken versehener Geschosse. Als der fruhste Ansatz zu einer „Neutralisierung“ der Verwundetenpflege kann aber erst das Zugeständnis gelten, das Sultan Saladin (1169 bis 1193) während des Dritten Kreuzzuges den Rittern des Johanniter-Ordens machte, indem er ihnen die Pflege der gefangenen Christen in seinem eigenen Lager gestattete.

Seit Beginn der Neuzeit wurde es bei den Staaten des Abendlandes Brauch, auch dem verwundeten Feinde Pflege und ärztliche Fürsorge angedeihen zu lassen. Man wollte dadurch der eigenen Soldaten, die

vom Gegner gefangengenommen worden waren, die gleiche Behandlung sichern; das Verhalten sich bekämpfender Heere gegenüber Gefangenen und Verwundeten wurde immer häufiger vertraglich geregelt. Der Medizinhistoriker E. J. Gurlt (1825–1899) führt in seinem Werk *«Zur Geschichte der internationalen und freiwilligen Krankenpflege im Kriege»* (Leipzig 1873) für den Zeitraum von 1581 bis 1864 insgesamt 291 «Kartelle und Kapitulationen» an, die vor allem die Behandlung der Kriegsgefangenen, die Modalitäten ihres Austausches und die Festsetzung des Lösegeldes regeln sollten. Wenn auch bei diesen Abkommen die materiellen Interessen standen, so kamen doch manchmal auch humanitäre Grundsätze in ihnen zur Geltung. Schon Hugo Grotius (1583–1645), der berühmte niederländische Rechtsgelehrte und Begründer des Völkerrechtes, erwähnt 1616 in seiner Schrift *«De iure belli et pacis»*, dass auch im Kriegsrecht gewisse Grundsätze der allgemeinen Menschlichkeit nicht ausser acht gelassen werden dürfen.

In einem Kartell zwischen Frankreich und den Generalstaaten vom Jahre 1673 wurde zum ersten Male festgesetzt, dass gefangene Aerzte, Chirurgen und Apotheker ohne Lösegeld freizugeben seien. Bestimmungen zugunsten der in Gefangenschaft geratenen Verwundeten und Kranken finden sich zum ersten Male in den Abkommen, die Frankreich 1689 mit Spanien und 1690 mit dem Herzog von Savoyen schloss. In dem Vergleich, der am 27. August 1675 in Strassburg zwischen der französischen Armee und den kaiserlichen Truppen zustande kam und der sich hauptsächlich mit dem Austausch der Gefangenen befasste, verdient folgende Stelle besonderes Interesse: «So soll auch hiemit beiderseits ernstlich und scharff verbitten seyn, sich keiner Drat-vergiffeten-gestirnten, und mehrerley ungewöhnlich figurirt- und formirter Kugeln N. B. inskünftig zu gebrauchen; bei dem derley verbotener Zeug wird gefunden werden, der soll auf gesinnen von der Parthey, zu welcher er gehört, exemplarisch gestraft werden.» Hier dürfte es sich um den ersten historisch beglaubigten Fall handeln, dass die Benutzung bestimmter Waffen aus humanitären Gründen verboten wurde.

Sehr bemerkenswert ist das Abkommen, das der englische Heerführer John Dalrymple, Earl of Stair (1673–1747), im Jahre 1743 in Frankfurt am Main mit dem französischen Marschall Herzog Maurice de Noailles (1678 bis 1766) abschloss. Beide Parteien verpflichteten sich darin, die in Gefangenschaft geratenen Verwundeten und Kranken zu pflegen, ihnen zu gestalten, sich auf eigene Kosten Aerzte und Bedienung zu beschaffen und sich ihre Aufenthaltsorte selbst zu wählen; sie mussten sich nur verpflichten, bis zu ihrer Auslösung die Waffen nicht wieder zu ergreifen; Spitäler sollten wie religiöse Heiligtümer von den Kämpfern verschont bleiben; die in ihnen zurückgelassenen Kranken und Verwundeten hatten nicht als Kriegsgefangene zu gelten, ebensowenig die auf dem eroberten Gebiet zurückgebliebenen Aerzte und Pfleger; diese konnten entweder ihre Tätigkeit weiter ausüben oder durften unbefehligt in ihre Heimat zurückkehren. Ähnlich lauteten die Bestimmungen des «Brandenburger Kartells», das Preussen im Jahre 1759 während des siebenjährigen Krieges mit Frankreich abschloss. Manchmal wurden in den Kriegen jener Zeit auch Verzeichnisse der Gefallenen und Verwundeten zwischen den feindlichen Parteien ausgetauscht.

Im Zeitalter der Aufklärung fanden die Bestrebungen, die Verwundeten nicht als Feinde zu behandeln und die Fürsorge für sie zu verbessern, eine erhebliche Förderung. Die Grundsätze dieser Bestrebungen legte Jean-Jacques Rousseau (1712–1788) im Jahre 1762 im «Contrat social» dar; er erklärte, dass ein Krieg kein Zwist zwischen einzelnen Menschen, sondern ein Zwist zwischen den Staaten sei; die einzelnen Kämpfer seien nur in ihrer Eigenschaft als Soldaten und nicht als Menschen Feinde; sobald sie die Waffen niederlegten, hörtten sie auf, Feinde zu sein, und niemand hätte mehr ein Recht auf ihr Leben.

Die Auseinandersetzung, dass Verwundete nicht als Kämpfer zu betrachten seien, setzte sich allmählich in immer weiteren Kreisen durch. Der preussische Arzt Johann Leberecht Schmucker (1712–1786), Generalchirurg im Heere Friedrichs des Grossen, trat sogar schon für eine Neutralisierung der Spitäler ein, und ungefähr ein halbes Jahrhundert später schrieb der französische Arzt Jean Philippe Grafenauer (geb. 1775), der in der Armee Napoleons diente, in seinen «Lettres écrites en Allemagne...»: «Es wäre wünschenswert, dass durch eine gegenseitige Konvention die Hôpitaliers als neutral erklärt würden. Aber unglücklicherweise sind wir noch nicht zu diesem Grade von Humanität vorgeschritten.» Ähnliche Forderungen erhob auch der deutsche Arzt Bernhard Christoph Faust (1755–1842) in einem Auftruf «Den Krieg betreffend» (Bückeburg 1811), der mit den Worten schloss: «Heilig sei der Kranke! Heilig der Verwundete! Und menschlich der Krieg!»

Auch die Zivilbevölkerung machte bald keinen Unterschied mehr zwischen den Verwundeten des eigenen und denen des feindlichen Heeres. Diese Gesinnung kam in den Napoleonischen Kriegen wiederholt zum Ausdruck. Als z. B. im Jahre 1806 in Königsberg während des Krieges Frankreich gegen Preussen und Russland unter den Sol-

daten der Typhus ausbrach, pflegten die Königsberger Frauen ohne Furcht vor Ansteckung und mit der grössten Sorgfalt nicht nur die Soldaten der eigenen, sondern auch die der gegnerischen Heere. Nach der sehr blutigen Schlacht von Wagram im Jahre 1809 holten die Bürger von Wien die französischen Verwundeten ebenso wie die österreichischen mit ihren Wagen vom Schlachtfelde und nahmen sie, da die Spitäler bald überfüllt waren, in ihre Häuser auf.

Als die Alliierten im Dezember 1813 nach Frankreich vorrückten, liessen sie in Basel zahlreiche Verwundete und Typhuskranke zurück, die von den Bürgern aufgenommen und gepflegt wurden; mehrere Basler Aerzte starben damals an dem epidemisch gewordenen Flecktyphus. Auch die Westschweiz nahm an der Fürsorge für verwundete und erkrankte Soldaten regen Anteil. Nach dem Gefecht bei St. Julien im Jahre 1814 nahm Genf eine grosse Anzahl von Verwundeten auf und betreute sie.

Auch Länder, die weitab von den kriegerischen Ereignissen lagen, bemühten sich damals, die schlimmen Folgen des Krieges zu mildern. So wurden in England seit dem Jahre 1805 durch ein «Committee for relieving distresses in Germany and other parts of the Continent» Sammlungen zugunsten der von den Napoleonischen Heeren zerstörten Gebiete des europäischen Kontinents veranstaltet. 1816 bewilligte das englische Parlament 100 000 Pfund zur Linderung der Not in Deutschland; im gleichen Jahre wurde in England für die Witwen und Waisen der bei Waterloo gefallenen Soldaten gesammelt, wobei alle an der Schlacht beteiligten Völker gleichmässig bedacht wurden. Dänemark spendete im Jahre 1813 für die Verwundeten der Leipziger Völkerschlacht Geld, und auch in der Schweiz sammelte man unter Beteiligung aller Kantone für die vom Kriege betroffenen Gebiete.

Von ärztlicher Seite wurde nach den Napoleonischen Kriegen immer wieder auf die Unzulänglichkeit bloss kurzfristiger Regelungen der Fürsorge für den verwundeten Gegner und auf die Notwendigkeit einer dauernden und allgemeinen Regelung dieser wichtigen Frage hingewiesen. So schlug zum Beispiel der preussische Generalarzt August Ferdinand Wasserfuhr (1787–1867) in einem «Beitrag für die Reform der Königl. Preuss. Militär-Medicinalverfassung» (Koblenz 1820) vor, verwundete Soldaten als Nichtkombattanten zu behandeln, sie als «unfeindlich» zu erklären, dem Personal der Lazarette bei der Besetzung durch die gegnerische Armee alle Freiheit für seine Tätigkeit zu belassen und es, wenn möglich, mit den Invaliden in die Heimat zurückzusenden. «Das Mitleiden mit den verwundeten, hilflosen Brüder» sollte seinen völkerrechtlichen Ausdruck finden.

In bemerkenswerter Weise wurde humane Gesinnung den Verwundeten der Gegenpartei gegenüber im Jahre 1847 im Schweizer Sonderbundskrieg bekundet. Am Tage des Kriegsausbruches (4. November 1847) sandte der Oberbefehlshaber der eidgenössischen Armee, General Guillaume-Henri Dufour (1787–1875), «Ermahnungen» an die Divisionskommandanten, die den folgenden Satz enthielten: «Wenn eine feindliche Truppe zurückgeschlagen ist, so sind ihre Verwundeten wie die eigenen zu pflegen und mit allen dem Unglück schuldigen Rücksichten zu behandeln.» — Und am nächsten Tag hieß es in einem «Tagesbefehl» des Generals an die Truppen: «Wer die Hand an eine wehrlose Person legt, entehrt sich und schändet seine Fahne. Die Gefangenen und besonders die Verwundeten verdienen um so mehr Eure Berücksichtigung und Euer Mitleid, als Ihr Euch oft mit ihnen in demselben Lager zusammengefunden.» Die humane Art, in der General Dufour den ganzen Krieg führte, trug nicht wenig dazu bei, dass nach dem Friedensschluss die Gegensätze rasch vergessen wurden und dass schon wenige Jahre später (1856) die Schweizer Eidgenossenschaft als Ganzes in voller Einigkeit einem äusseren Feinde entgegentreten konnte.

Der Sonderbundskrieg gab Anlass zu einer Gründung, die in gewissem Sinne als ein bedeutender Vorläufer des Roten Kreuzes anzusehen ist: Am 5. November 1847, einen Tag nach Ausbruch des Krieges, gründeten 14 Zürcher Bürger einen «Verein der Stadt Zürich zum Transport von schwer verwundeten Militärs», der sofort seine Tätigkeit aufnahm. Am 12. November erhielt der Verein, der inzwischen schon 82 Mitglieder zählte, von den eidgenössischen Militärböhrden das Recht eingeräumt, Transportmittel zu requirieren; die Zürcher Stadtverwaltung stellte 10 Doppelmatratzen und eine entsprechende Anzahl von Polstern zur Ausstattung der Transportwagen zur Verfügung; die Organisation des Sanitätsdienstes wurde von dem angesehenen Zürcher Arzte Johann Conrad Meyer-Hoffmeister (1807 bis 1881) geleitet, der die Seele dieses Vereins war. Bis zum 10. Dezember 1847 wurden 138 Verwundete und 16 Kranke durch den Verein transportiert. Nach Friedensschluss löste er sich im Januar 1848 auf, nachdem er dem eidgenössischen Militärsanitätsdienst einen Muster-Krankenwagen geschenkt hatte. Die Tätigkeit des Zürcher Vereins muss auf General Dufour starken Eindruck gemacht haben. Er gedachte ihrer nicht nur in seinem Bericht über den Sonderbundskrieg («Der Sonderbundskrieg und die Ereignisse von 1856», Basel 1876), sondern erwähnte sie auch in dem Brief, den er am 19. Oktober 1862 nach der Lektüre von «Un Souvenir de Solferino» an Henry Dunant richtete.